

Stop Grand Est, en avant l'Alsace! *Elsass, geh voran!*



**Martin
MEYER**

ingénieur,
secrétaire général de Unser Land

Madame, Monsieur, Liewi Dame un Herre,

Citoyen attaché à ma région, l'Alsace, je me suis engagé en politique suite à la décision du gouvernement socialiste de rayer l'Alsace de la carte en 2015. Tout comme des dizaines de milliers d'Alsaciens, j'ai été profondément choqué et j'ai soutenu et rejoint le seul mouvement politique défendant l'Alsace avec sincérité : **Unser Land**.

La suite des événements a confirmé mon pressentiment : en quelques années, Philippe Richert, Jean Rottner et les élus LR de la « Majorité Alsacienne » ont trahi l'Alsace. Ils ont légitimé le Grand Est et entendent demain le « bétonner » pour le rendre irréversible.

Économie, langue, vie sportive et associative, services publics, santé, transport : nous payons chaque jour les conséquences de la suppression de notre région. Il n'est toutefois pas trop tard pour agir et sortir de cette impasse. Nous devons en finir avec le Grand Est et construire l'Alsace de demain, prospère, bilingue, libérée du centralisme et ouverte sur l'espace rhénan.

Pour cela, il faut des élus alsaciens libres de toute attache avec les partis parisiens. L'Alsace a un avenir si les Alsaciens se prennent en main. Vous pouvez compter sur moi et sur Unser Land ! Je compte sur vous !

Retrouvons le bon sens!



Le Grand Est est un conglomérat de trois entités qui ont peu en commun, si ce n'est de se trouver à l'Est de Paris. Sans cohérence, il ne peut y avoir de cohésion. La méga-région pénalise aussi bien les Alsaciens que les Lorrains et les Champardennais. Elle exacerbe les incohérences et dresse les territoires les uns contre les autres.

« Aucune loi ne peut changer la géographie : il faut revenir au bon sens et aux réalités. Ancrée dans le bassin rhénan, l'Alsace forme une région cohérente sur les plans géographique, économique, historique, linguistique et culturel. Elle doit redevenir une région politique ! »

Jean-Georges TROUILLET, président d'Unser Land

Arrêtons les frais!



« Cinq ans après sa création, le Grand Est est un échec. Les économies promises n'existent pas. Pire, les dépenses s'accumulent : les dépenses de communication sont passées de 7,8 à plus de 13 millions d'euros entre 2016 et 2020 afin d'essayer de créer une « identité Grand Est ». »

Jean-Marie LORBER, chef d'entreprise dans l'industrie

16 millions de surcoût annuel pour l'harmonisation des statuts du personnel ; 15,2 millions de dépenses immobilières pour les nouvelles structures administratives rien qu'en 2017 selon la Cour des comptes. À cela s'ajoutent 3 millions pour une nouvelle « ambassade » à Paris (hôtel particulier en plein cœur de la capitale), alors que nous avons déjà une « Maison de l'Alsace » sur les Champs-Élysées *.

Dans le même temps, la région Grand Est a coupé les subventions à la Fédération Alsace Bilingue, association de promotion du bilinguisme ! La création de la région Grand Est a engendré une réorganisation des services de l'État, désormais calqués sur le même périmètre.



« Présentée comme un avantage, la taille de la méga-région – deux fois la Belgique – s'avère être surtout un désavantage par la complexité générée pour cimenter les 3 entités constituantes du Grand Est. La gestion chaotique de la crise sanitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS) démontre que l'on ne peut gérer efficacement un territoire aussi grand et disparate. »

Marie-Christine HUBER-BRAUN, médecin, vice-présidente du Mouvement pour l'Alsace

* Source : *Le Grand Est, une aberration économique*, Jean-Philippe Atzenhoffer

Notre projet:

- Faire renaître les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne. Démanteler la région Grand Est.
- Défendre et développer le Droit Local, le régime d'assurance maladie, les deux jours fériés supplémentaires, le repos dominical et le statut des cultes (Concordat).
- Transférer l'ensemble des compétences de la région Grand Est à la Collectivité Européenne d'Alsace pour:
 - Faciliter le développement économique, l'emploi, l'innovation, et le transfrontalier: l'Alsace pourra encourager une économie agile et solidaire.
 - Développer des transports en commun ferroviaires et routiers. Il sera ainsi possible de mener enfin une politique de transport cohérente et adaptée à notre espace géographique.
 - Aménager le territoire et gérer notre environnement, sujets qui pourront enfin être traités sur un territoire cohérent.
- Recréer une organisation à l'échelle alsacienne des services de l'État ainsi que des associations et fédérations professionnelles, sportives et culturelles.
- Faire de l'Alsace une collectivité à statut particulier, avec des pouvoirs étendus en matière d'éducation et de culture, de santé, d'économie, de transports et d'aménagement du territoire. Nous en ferons une région modèle en matière de démocratie en permettant le référendum d'initiative citoyenne sur des sujets locaux. Nous généraliserons les offres d'enseignement de la langue régionale (allemand standard et dialectal) dans les structures immersives et les filières bilingues. Nous ambitionnons le retour d'un bilinguisme populaire.



« En tant que régionalistes et dans un monde qui voit les États nationaux défaillants, nous sommes convaincus de la nécessité de l'autonomie et du fédéralisme. Agir localement et de manière solidaire dans le but d'optimiser les ressources locales. C'est notamment sur l'autonomie locale que reposera notre capacité à la résilience, celle d'imaginer et construire un monde durable pour les habitants des régions. »

Thierry KRANZER, élu municipal, spécialiste en relations internationales

Vivre et décider en Alsace



« Théoriquement, Strasbourg est chef-lieu de la Région Grand Est. Dans les faits, la plupart des décisions sont désormais prises hors d'Alsace. Depuis 2015, plus de 60 organismes alsaciens (ordres professionnels, juridictions, administrations, associations, etc.) ont transféré leur siège à Nancy, Metz ou Reims. »

Laurent ROTH, élu municipal, président d'association caritative

Les médias ne sont pas épargnés : sous prétexte de crise sanitaire, France 3 a supprimé une grande partie de ses émissions d'information alsaciennes au profit d'une édition Grand Est. Quant aux ligues sportives, elles ont été fusionnées de force. Malgré la création de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA), les ligues de tennis ou de football ne peuvent toujours pas retrouver leur périmètre alsacien. Cet affaiblissement de l'Alsace s'accompagne d'attaques répétées contre le Droit Local. Il est temps que nous reprenions nos affaires en main et que nous décidions de notre avenir.



« Nous voulons des institutions ancrées dans les réalités, lisibles, efficaces et démocratiques. Nous voulons un territoire cohérent qui choisisse son destin et permette à ses habitants non seulement de « vivre ensemble » mais aussi de « bien vivre ». »

Capucine GAUTHERON, étudiante en droit

Rendons la parole au peuple!

Les sondages parus depuis 2017 sont éloquentes : plus de deux tiers des Alsaciens – mais également des Lorrains et des Champardennais – réclament la sortie du Grand Est et le droit de retrouver leur région. Au lieu de répondre à cette attente, une grande partie de la classe politique a choisi la trahison, par ambition ou intérêt personnel. Ainsi, après avoir lancé une pétition pour le retour à une région Alsace, Jean Rottner (LR) préside désormais la région Grand Est, dont il est maintenant le plus ardent défenseur. M^{me} Klinkert (ex-LR) suit le même chemin : ministre et candidate choisie par M. Macron, elle a déjà annoncé qu'elle fusionnera avec M. Rottner au second tour. Quant au Rassemblement National, il a fait échouer le projet de collectivité alsacienne lors du référendum de 2013, permettant ainsi aux socialistes de supprimer la région Alsace deux ans plus tard. Le Rassemblement National ne veut pas mettre fin à la région Grand Est, il est prêt à tous les mensonges pour la conquérir et la niveler plus encore.

Il est temps de rendre la parole au peuple : nous exigeons la tenue d'un référendum sur la sortie du Grand Est.

La mobilisation porte ses fruits



« Depuis 2015, Unser Land porte la voix de tous ceux qui souhaitent une renaissance institutionnelle de l'Alsace. En janvier dernier, face à cette mobilisation constante, le gouvernement a fait une concession en créant la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA). »

Maxence HELFRICH, président des jeunes Unser Land

C'est un premier pas, mais ce n'est pas ce que nous souhaitons : dans les faits, cette CEA n'est pas une région mais un simple département. Pire encore : dans leur volonté électoraliste de faire semblant d'agir pour l'Alsace en période de campagne, la CEA et le Grand Est multiplient les doublons et les gadgets de communication.

À moins d'un an de l'élection présidentielle, c'est le moment d'envoyer un message clair au gouvernement et au Président de la République.

Le seul vote utile pour sortir du Grand Est, c'est Unser Land!

unser Land 
mouvement alsacien